

[Text]

At the conclusion of my few remarks, if I may, Mr. Chairman, I will ask Mr. Laing to deal with most of the questions that may be related to our presentation and to specific tax matters. I may, with your permission, comment on matters of a more general nature. Mr. Laing may direct certain questions dealing with certain specialized areas of the White Paper to members of our delegation.

Mr. Chairman, there are five areas of the White Paper proposals which we consider the most important. The first is the matter of integration. The integration proposals are extremely complex and present many difficulties. We do not consider they achieve their expressed objectives any more adequately than the existing dividend tax credit. We favour the retention and the increase of the dividend tax credit. We will be happy to use a visual presentation to explain our views on integration if you wish.

• 1110

Second, incentives for small businesses. The Association agrees that the incentive of the low corporate tax rate need not be applied indiscriminately to all companies. We find that other forms of incentives such as high capital cost allowances, have disadvantages. We therefore favour the retention of the low rate of tax on the first \$35,000 of income for those companies whose taxable income might fall in the range of \$150,000 to \$250,000.

Third, the matter of capital gains tax. These proposals are interwoven with the integration proposals. In any event we are not convinced that a capital gains tax is desirable at this time in Canada. However, if such a tax does become appropriate then we suggest it should be imposed gradually in a separate rate schedule only on realized gains and at rates below those presently proposed.

Fourth, co-ordination with the provinces. This must be the crux of the White Paper. If, for example, the provinces increased their personal income tax rates and these rates exceeded the assumed rates in the White Paper, we have a very different tax reform package. This is important at a time when provincial revenue needs are so great. These are all vital matters which must be resolved quickly.

Fifth, in respect to economic impact. The White Paper does not, in our opinion, adequately deal with this matter. We are convinced that the White Paper's proposals would depress the potential rate of growth in production and employment.

[Interpretation]

A la suite de mon exposé, je demanderai à M. Laing de bien vouloir répondre aux questions qui s'y rapporteront ou qui auront trait aux questions fiscales. Je m'en tiendrai aux questions plus générales. M. Laing lui-même pourra s'en remettre aux autres délégués pour certaines questions très précises portant sur le Livre blanc.

À notre avis, le Livre blanc contient cinq parties très importantes. Tout d'abord, celle qui porte sur l'intégration. A cet égard, les propositions sont très complexes. À notre avis, elles n'atteignent pas mieux leur but que le dégrèvement d'impôt pour dividendes. Nous sommes en faveur de la conservation et de l'augmentation du dégrèvement pour dividendes. Nous allons illustrer ce que nous pensons de l'intégration.

Deuxièmement, les avantages accordés aux petites entreprises. L'Association approuve le fait que le faible taux de l'impôt sur les corporations ne doit pas s'appliquer indistinctement à toutes les sociétés. À notre avis, certains stimulants tels qu'un amortissement élevé ont des inconvénients. Mieux vaut donc conserver un faible taux d'impôt sur la première tranche de \$35,000 du revenu dans le cas des sociétés dont le revenu imposable s'étale entre \$150,000 et \$250,000.

Troisièmement, les gains de capitaux. Ces propositions sont entièrement liées à celles qui portent sur l'intégration. À notre avis, il est peu souhaitable de lever un impôt sur les gains de capital au Canada à l'heure actuelle. Toutefois, si cet impôt s'avère nécessaire, on devra l'instaurer progressivement, selon un barème séparé, sur les gains réalisés et à des taux de beaucoup inférieurs à ceux qui sont proposés en ce moment.

Quatrièmement, la coordination avec les provinces. Voilà le point essentiel du Livre blanc. Supposons que les provinces augmentent les taux de l'impôt sur les particuliers et si ces taux dépassent les taux proposés dans le Livre blanc, la proportion de réforme fiscale prend une toute autre signification. C'est important à une époque où les provinces ont besoin de revenus. Voilà les problèmes cruciaux qu'il faut résoudre rapidement.

Cinquièmement, en ce qui concerne les conséquences économiques, le Livre blanc ne traite pas de cette question comme il le faudrait. Nous sommes persuadés que ses propositions diminueraient le taux de croissance en matière de production et d'emploi.